

Nom de famille : **MONIOLLE**

Prénom usuel : **Carole**

Fonction : **Maître de conférences, HDR**

Etablissement d'affectation :
Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Adresse électronique : moniolle.carole@wanadoo.fr



LISTE DES PUBLICATIONS

| | |
|--|----|
| 1. OUVRAGES | 1 |
| Fonction publique, Gestion des ressources humaines | 1 |
| Finances publiques..... | 2 |
| 2. Articles, participations à des ouvrages collectifs, | 2 |
| Fonction publique | 2 |
| Finances publiques..... | 10 |
| Droit de la responsabilité administrative | 10 |

1. OUVRAGES

Fonction publique, Gestion des ressources humaines

1. Thèse *Les agents non titulaires de la fonction publique de l'Etat, entre précarité et pérennité*, Université de PARIS-I, Editions Librairie Générale de Jurisprudence (LGDJ), directeur de thèse : professeur Pierre RODIERE. Bibliothèque de droit public, Tome 208, 1999, 303 pages.

2. Ouvrage *Les pensions de retraite des fonctionnaires*, en collaboration avec Francis KESSLER, Editions Ecole nationale de la santé publique (ENSP), 2000, 205 pages.
3. Ouvrage *Gestion des ressources humaines, en 16 leçons*, Editions ELLIPSES 2011, 253 pages.
4. Etude *Les rémunérations dans la fonction publique d'Etat, vers une nouvelle cohérence ?* 2012, convention IRES, 159 pages.
5. Ouvrage *Gestion des ressources humaines, en 30 fiches*, Editions ELLIPSES 2016, 312 pages.

Finances publiques

6. Ouvrage *Les finances publiques*, en collaboration avec Sébastien KOTT, Editions ELLIPSES
première édition 2007 (384 pages)
deuxième édition 2010 (416 pages)

2. Articles, participations à des ouvrages collectifs,

Fonction publique

Etudes

7. « Le non titulariat dans la fonction publique de l'Etat, un phénomène inéluctable », *Actualité juridique fonctions publiques*, 1998, n°2, p. 45-48.
8. « Le non titulariat dans la fonction publique de l'Etat, un phénomène contrôlé ? » *Actualité juridique fonctions publiques*, 1998, n°3, p. 49-53.
9. « Indépendance et liberté d'expression des enseignants-chercheurs » *Actualité juridique droit administratif*, 2001, p. 226-240.
10. « L'avenir des retraites des fonctionnaires », avec Francis KESSLER, maître de conférences de droit privé à l'Université de Paris I, *Semaine Juridique*, Edition Générale, 2003, I, n°123.

11. « Les conventions financières entre employeurs de la fonction publique relatives à leurs personnels » chronique de « droit administratif et droit public financier » *Droit administratif*, juin 2010, page 22.
12. « La subordination en droit de la fonction publique » , *Actualité juridique droit administratif*, 2010, p.1629-1634
13. « Droit de la fonction publique et gestion des ressources humaines : entre complémentarité et opposition », *Actualité juridique fonctions publiques*, 2010, n°5, p. 290-296.
14. « La monétarisation du compte épargne temps et les logiques financières », chronique de « droit administratif et droit public financier » *Droit administratif*, juin 2011, page 26
15. L'avenir des agents non titulaires de droit public - Actes du colloque de Nanterre Droits du travail & des fonctions publiques : Unité(s) du Droit ?, Editions L'EPITOGE & LEXTENSO, 2012, p193-203.
16. « L'effet attractif du fonctionariat sur la situation des agents non titulaires » , *Actualité juridique droit administratif*, 2011, p.2395-2398.
17. « Rémunération et performance dans la fonction publique », *Gestion & Finances publiques*, 2012, n°5 p.30-33.
18. « Existe-t-il des motifs rationnels de ne pas interdire le pantouflage ? », Actes du colloque de Poitiers « Administration et politique, le modèle français de séparation est-il obsolète ? », *La séparation entre administration et politique en droits français et étrangers*, Editions BERGER LEVRAULT 2014, p.240-260.
19. « L'évolution de la distinction hommes et femmes en droit de la fonction publique » *Actualité juridique fonctions publiques*, 2013 p.19-24
20. « Les mutations des corps de la fonction publique d'Etat », *Actualité juridique droit administratif*, 2013, p.328.
21. « Le principe de parité, un principe traversé par des logiques financières », chronique de « droit administratif et droit public financier » *Droit administratif*, mars 2013, pages 29-30
22. « Le principe de carrière revisité ? Le rôle du corps dans la construction de la carrière, » actes du colloque de Besançon « Les trente ans du titre premier du statut général des fonctionnaires : et après ? » ; Editions DALLOZ Collection, Thèmes et commentaires, série Actes p.99-118.

23. «La représentativité des sexes dans les jurys de concours de la fonction publique », avec la collaboration de Solène DUCCI, in *La loi et le genre, études critiques de droit français*, Editions du CNRS, 2014, p.561-582.
24. « Les « dessous financiers » de la garantie individuelle du pouvoir d'achat », chronique de « droit administratif et droit public financier » *Droit administratif*, septembre 2014, pages 20-21
25. « Évolution des modes de rémunérations dans la fonction publique d'État : vers une nouvelle cohérence ? », Revue de l'IREs n°80 2014/1 p.3-26.
26. « Un renforcement des droits et de la logique statutaire des contractuels de l'Etat », *Actualité juridique droit administratif*, 2015, p. 339-344.
27. « L'introduction de la dégressivité des rémunérations des fonctionnaires territoriaux pris en charge », chronique de « droit administratif et droit public financier » *Droit administratif*, octobre 2016, pages 23-24
28. « Les personnels des administrations parisiennes, fonctionnaires territoriaux régis par des statuts particuliers dérogatoires ? », *Actualité juridique fonctions publiques*, 2016, p.315.
29. Le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, L'interrogation du modèle», *Actualité juridique droit administratif*, 2013, p.390

Edito, Préface,

30. Recueil de jurisprudence administrative applicable aux agents territoriaux, 2011 décisions de l'année 2010. CIG petite Couronne, Edition La documentation française. Sept. 2011
31. Edito, Vers une nouvelle architecture des rémunérations dans la fonction publique ? AJFP 2013 p. 189

Participation à des ouvrages collectifs

32. « Les institutions de la fonction publique territoriale - Chapitre 1 – Les compétences des autorités locales »; Répertoire Dalloz, collectivités territoriales, 2011, n°10.150-1, 25 pages.
Première contribution en 2006, Dernière mise à jour 2017
33. « Les institutions de la fonction publique territoriale - Chapitre 3 – Les organes consultatifs »; Répertoire Dalloz, collectivités territoriales, n°10.130-1, 2012, 60 pages.
Première contribution en 2007, Dernière mise à jour 2016

34. « La filière technique », Jurisclasseur fonctions publiques, fascicule n°470, 29 pages.
Première contribution en 2003, *Dernière mise à jour 2014*.
35. « Les agents contractuels : recrutement et cessation de fonctions », Jurisclasseur collectivités territoriales, fascicule n°814-10 (440 in Jurisclasseur fonctions publiques), 36 pages.
Première contribution en 2004. *Dernière mise à jour 2016*
36. « Les agents contractuels¹ : conditions et intégration », Jurisclasseur collectivités territoriales, fascicule n°814-20 (450 in Jurisclasseur fonctions publiques), 18 pages.
Première contribution en 2004. *Dernière mise à jour 2016*
37. « Les institutions de la fonction publique territoriale - Chapitre 6 – La carrière »; Répertoire Dalloz, collectivités territoriales. 104 pages.
Première contribution en 2014

Etudes historiques

38. Eléments historiques relatifs aux congés de maladie dans la fonction publique d'Etat, *Actualité juridique droit administratif*, 2008, p.1988-1996.
39. « Les actes méritants et la protection sociale des fonctionnaires », *Revue administrative*, 2009, n°372, p.567- 578
40. « La notion d'imputabilité au service dans les pensions publiques dans les régimes de 1853 à 1948 », *Revue administrative*, 2010, n°376, p417-426

Commentaires de législation et articles de vulgarisation

41. « L'intéressement des agents publics aux produits de leurs recherches », *Actualité juridique fonctions publiques*, 2001, n°5, p.29-30 (commentaire des décrets n°2001-140 et 141 du 13 février 2001).
42. « Le recrutement des handicapés dans la fonction publique de l'Etat », *Lettre d'information juridique*, 2003, n°73, p. 30-32.
43. «Un régime additionnel de retraite obligatoire pour les fonctionnaires », *Revue Diriger* n°4, mai- juin 2004, p.19-20.

¹ Voir note ci-dessus

44. « Le point sur la réforme des retraites de la fonction publique » *Actualité juridique fonctions publiques*, 2005, n°5, page 308. (commentaire de la loi n°2003-775 du 21 août 2003).
45. «Le parcours d'accès aux carrières de la fonction publique (PACTE) » *Actualité juridique droit administratif*, 2006, p. 648-651. (commentaire de l'ordonnance n°2005-901 du 2 août 2005 et des décrets d'application).
46. « La réforme des instances consultatives en matière de protection sociale des fonctionnaires », *Semaine Juridique*, 2008, Edition Administrations et collectivités territoriales, I n°1059 (commentaire du décret n°2008-1191 du 17 novembre 2008).
47. « Le congé d'office prévu par le décret du 29 juillet 1921 » ; *Lettre d'information juridique*, 2010, n°142, p. 28-30.
48. « Le protocole d'accord sur les agents non titulaires » ; *Actualité juridique fonctions publiques*, 2011, n°4, p. 242-244.
49. « La fonctionnarisation des agents non titulaires? », in dossier les défis de la fonction publique, revue l'ENA hors les murs, novembre 2013 n°346 p. 20.
50. «L'exemplarité des employeurs publics» *Actualité juridique droit administratif*, 2016, p.1444.

Notes de jurisprudence

Notions générales, obligations professionnelles, régimes particuliers

51. Note de jurisprudence sous CE 5 déc. 1997, Union régionale des Pays de Loire et CE 8/04/1998 OGECE ...de Rodat, *Semaine Juridique*, Edition Générale, 1998, II, n° 10.099 (la notion d'égalisation des situations des maîtres de l'enseignement privé sous contrat au regard du régime de la prévoyance).
52. Note de jurisprudence sous TC 29 sept. 1997, Préfet de l'Isère, *Gazette du palais*, 6/08/1998, p. 42-44 (appréciation des critères servant à la reconnaissance de la qualité d'agent public dans le cadre de la mise à disposition).
53. Note de jurisprudence sous CE 19 mars 1997, Syndicat indépendant des conducteurs et contrôleurs des TPE de l'Etat, *Revue Française de Droit Administratif*, 1999, n°1, p. 221-226 (importance et validité des protocoles d'accord dans la fonction publique).

54. Note de jurisprudence sous CE 3 juill. 1998, Syndicat national CFDT de l'Environnement et autres, *Les Petites Affiches* du 12 janvier 1999, n°8, p. 19-22, (notion de décret en Conseil d'Etat).
55. Note de jurisprudence sous CE 1^{er} avr. 2005, Syndicat national des affaires culturelles; *Semaine Juridique*, 2005, Edition Générale, n°10.112 (la qualification d'agent public dans un GIP).

Instances consultatives

56. Note de jurisprudence sous CE 13 juin 1997, Syndicat national des techniciens de l'équipement, *Droit administratif* 1998, n°21, p. 23 (appréciation de la représentativité des organisations syndicales pour la désignation des représentants du personnel au comité technique paritaire).
57. Note de jurisprudence sous CE 15 fév. 1999, Centre hospitalier de Cannes, *Droit administratif*, 1999, n°107, p. 23-24 (avis rendu par la commission de recours du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière).

Recrutement

58. Note de jurisprudence sous CE 20 oct. 1999, M. Bailleul, *Droit administratif*, 2000, n°13, p. 17-18 (impartialité des jurys de concours).
59. Note de jurisprudence sous CE 10 juill. 2006 La poste, req. n°263.868; *Semaine Juridique*, 2006, Edition Générale, n°10.193 (publicité des emplois vacants).

Obligations, droits

60. Note de jurisprudence sous CE 21 mars 2001, Mme. C, *Droit administratif*, 2001, n°6, p. 24-25 (obligation de dignité d'un magistrat).
61. Note de jurisprudence sous CE 17 déc. 2004 M. Barrucq, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2005, n°4, p.203-205 (protection fonctionnelle).

Carrière, Discipline, Cessation des fonctions,

62. Note de jurisprudence sous CE 2 fév. 1998, M. Kervadec, *Droit administratif*, 1998, n°244, p. 15 (précisions sur la théorie de l'abandon de poste).
63. Note de jurisprudence sous CE 27 mai 1998, M. Clément, *Actualité juridique fonctions publiques*, 1999, n°2, p. 46-47 (règle non bis in idem).

64. Note de jurisprudence sous CE 11 déc. 1998, M. Casagrande, *Actualité juridique fonctions publiques*, 1999, n°4, p. 53-54 (précisions sur la théorie de l'abandon de poste).
65. Note de jurisprudence sous CE 9 fév. 2000, M. Bitauld, *Droit administratif*, 2000, n°63, p. 24 (procédure disciplinaire).
66. Note de jurisprudence sous CE 23 fév. 2000, M. L'Hermite, *Semaine Juridique*, 2000, Edition Générale, 2000, II, 10.371 (publicité des audiences devant les juridictions disciplinaires).
67. Note de jurisprudence sous CE 27 sept. 2000, M. Rocca, *Droit administratif*, 2001, n°1, p. 24-25 (avancement des représentants syndicaux).
68. Note de jurisprudence sous CE 27 sept. 2000, M. Fabre, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2001, n°3, p. 21-22 (composition des commissions d'avancement).
69. Note de jurisprudence sous CE 13 mars 2002, M. Courbage, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2002, n°5, p. 9-10 (droit communautaire, reclassement).
70. Note de jurisprudence sous CE 12 juill. 2002, Fédération CFDT Interco, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2002, n°6, p. 12-15 (droit communautaire, fonction publique).
71. Note de jurisprudence sous CE 13 janv. 2003, Centre communal d'actions sociale de Puyravault, *Actualité juridique droit administratif*, 2003, p. 1165-1667 (compétence en matière de décision relative à l'indemnisation du chômage).
72. Note de jurisprudence sous CE 20 juin 2003 M. S., *Actualité juridique fonctions publiques*, 2004, n°1, p. 36-38 (régime disciplinaire).
73. Note de jurisprudence sous CE 9 déc. 2003 M. Aiguillon, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2004, n°3, p.148-150 (référé liberté).
74. Note de jurisprudence sous CE 30 déc. 2003 Ministère de l'éducation nationale, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2004, n°4, p.192-194 (mutation dans l'intérêt du service).

Rémunérations

75. Note de jurisprudence sous CE 18 fév. 1998, M. Drago, *Actualité juridique fonctions publiques*, 1998, n°5, p. 20- 21 (non application des majorations de traitement à l'indemnité versée dans le cadre de la cessation progressive d'activité).
76. Note de jurisprudence sous CE 22 mars 2000, M. Menard, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2000, n°5, p. 9-10 (prime d'encadrement doctoral).

77. Note de jurisprudence sous CE 11 juill. 2001, Syndicat départemental CFDT de la direction départementale de l'équipement, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2001, n°6, p. 27-28 (modulation des primes géographiques).

Protection sociale (pensions, congés de maladie, instances)

78. Note de jurisprudence sous CAA Nantes 5 fév. 1998, Mme Guillaume, *Actualité juridique fonctions publiques*, 1998, n°6, p. 19-22 (la notion de réforme statutaire au sens de l'article L.16 du code des pensions civiles et militaires).

79. Note de jurisprudence sous CE 22 sept. 1997, M. Guillot-Coli, *Droit administratif*, 1998, n°97, p. 22 (caractère suspensif de la contestation de l'avis du comité médical).

80. Note de jurisprudence sous CJCE 29 nov. 2001, M. Griesmar, *Semaine Juridique*, 2002, Edition Générale, 2002, II, n°10.102 (droit communautaire, égalité de traitement, pension).

81. Note de jurisprudence sous CJCE 13 déc. 2001, M. Mouflin, *Droit administratif*, 2002, n°54, p. 27-28 (droit communautaire, égalité de traitement, pension).

82. Note de jurisprudence sous CE 30 nov. 2001, M. Diop, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2002, n°5, p. 9-10 (principe d'égalité de traitement, convention européenne des droits de l'homme).

83. Note de jurisprudence sous CE 29 janv. 2003, M. Beraudo et CE 29/01/2003, M. Lucet, *Actualité juridique droit administratif*, 2003, p. 1062-1065 (compatibilité du délai de révision des pensions avec la jurisprudence communautaire).

84. Note de jurisprudence sous CE 3 déc. 2004, M. Quinio; *Semaine Juridique*, 2005, Edition Générale, 2005, II, n°10.027 (accident de service, qualification).

85. Note de jurisprudence sous CE 10 fév. 2006 Mme Camus; *Semaine Juridique*, 2006, Edition Générale, 2006, II, n°10.139 (accident de trajet, qualification).

86. Note de jurisprudence sous CE 24/02/2006 Commune de Lapradelle Puilaurens, *Actualité juridique fonctions publiques*, 2006, n°4, p.212-213 (comité médical supérieur).

87. Note de jurisprudence sous CE 19 mars 2008 Garde des sceaux, ministre de la justice; *Semaine Juridique*, 2008, Edition Générale, II, n°10.128 (validation de service).

88. Note de jurisprudence sous CE 6 juin 2008, n°299.943, Union générale des syndicats pénitentiaires CGT, *Semaine Juridique*, 2008, Edition Administrations et collectivités territoriales, II n°2196 (maladie évolutive).

Haute fonction publique

89. Note sous CE 26 fév. 2014, M. B, req.364.154, JCP G 2014 n°361 (annulation de la décision de cessation des fonctions d'un recteur).

Finances publiques

Etudes

90. « Les centres de responsabilité : bilan et perspective » *Revue du Trésor*, 1999, n°7, p. 432-440.
91. «Les apports essentiels de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances en matière de dépenses de personnel », *Actualité juridique droit administratif*, 2006, p.2040.
92. Le rapport du Conseil des prélèvements obligatoires : la fiscalité locale, *Gestion & Finances publiques*, 2010, n°10 p.706-708
93. « L'action financière de l'Etat par l'affectation d'une ressource à l'organisme soutenu », *Droit administratif* novembre 2011 p.20

Note de jurisprudence

94. Note de jurisprudence sous CE 18 nov. 1998, Région Ile-de-France, *Gazette du Palais*, 2000, 17/18 novembre 2000, p. 26-31 (aides accordées par les collectivités locales aux établissements d'enseignement privés).

Droit de la responsabilité administrative

Etudes

95. « Responsabilité et réparation des victimes contaminées par le virus du SIDA lors de transfusions sanguines » *Revue de droit sanitaire et social*, 1999, n°1, p. 91-112.
96. « Faut-il conserver la règle du forfait de pension en cas d'accident de service ? »; *Actualité juridique droit administratif*, 2002, p. 956-960.

Participation à des ouvrages collectifs

97. « Enrichissement sans cause », Répertoire Dalloz, Responsabilité de la puissance publique, 10 pages.

Première contribution en 2002. Dernière refonte en 2013

98. « Les actions en garantie » (actions récursoires et subrogatoires), Répertoire Dalloz, Responsabilité de la puissance publique, 17 pages.

Première contribution en 2003, Refonte en 2014.

Notes de jurisprudence

99. Note sous CE Ass. Avis 20 fév. 1998, ESCA et autres, *Semaine Juridique*, Edition Générale, 1998, II, n° 10.062 (responsabilité du fait des attroupements).

100. Note de jurisprudence sous CE 12 avr. 2002, M. Papon, *Semaine Juridique*, 2002, Edition Générale, 2002, II, n°10.161 (droit de la responsabilité, actions récursoires).

101. Note de jurisprudence sous TC 4 mars 2002, AGF c/ UAP, *Droit administratif*, 2002, n°116, p. 33-35 (droit de la responsabilité, action directe)

102. Note de jurisprudence sous CE 4 juill. 2003 Mme Moya-Caville, *Semaine Juridique*, 2003, Edition Générale, 2003, II, n°10.168 (droit de la responsabilité et forfait de pension).